



Préfecture des Bouches-du-Rhône

REÇU 11 FEV. 2011

dossier n° PC 013 039 05 G0058-2

date de dépôt : 24 novembre 2010

demandeur : EVERE, représentée par
monsieur Saint Joly Claude

pour : Modification de bâtiments (implantation-
agrandissement-diminution- aspect
extérieur...)

Correctif concernant le calcul de la surface
hors oeuvre nette

adresse terrain : ZI de Fos sur mer lieu-dit route
quai minéralier caban sud, à Fos-sur-Mer
(13270)

11/02/11

CSS →

CC

e-mail
LDP
XDG
JJJ₂

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire modificatif
au nom de l'État

Le Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur
Préfet des Bouches du Rhône
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu la demande de permis de construire modificatif présentée le 24 novembre 2010 par EVERE, représentée par monsieur Saint Joly Claude demeurant 140 Avenue Albert Einstein 34935 Montpellier cedex 9 ;

Vu l'objet de la demande :

- pour Modification de bâtiments (implantation-agrandissement-diminution- aspect extérieur...) Correctif concernant le calcul de la surface hors oeuvre nette ;
- sur un terrain situé ZI de Fos sur mer lieu-dit route quai minéralier caban sud, à Fos-sur-Mer (13270) ;
- pour une surface hors-œuvre nette créée de 48 974m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le POS de la commune, approuvé le 01.12.1983, sa révision totale du 25.11.1991 et ses modifications successives ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 mars 2006 ayant accordé le permis de construire initial.

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 février 2007 ayant accordé le permis de construire modificatif1.

Vu l'avis favorable de la direction générale de l'aviation civile en date du 06/01/2011 ;

Vu l'avis favorable de la DREAL en date du 21/12/2010 ;

Vu l'avis favorable de Direction Départementale des Services d'incendie et de secours en date du 22/12/2010 ;

Vu l'avis réputé favorable du ministère de la défense (armée de l'air) ;

Vu l'avis réputé favorable du SGA-service d'infrastructure de la défense ;

Vu l'avis réputé favorable du Maire;

Vu l'avis réputé favorable du Président du SAN Ouest Provence;

Vu l'avis réputé favorable du Directeur du Grand Port Maritime de Marseille;

Vu l'avis favorable du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer.

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône

ARRÊTE

ARTICLE 1: Le permis de construire modificatif est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : les prescriptions énoncées par l'arrêté susvisée accordant le permis de construire initial demeurent en vigueur.

ARTICLE 3 : L'implantation des moyens de défense contre l'incendie devra tenir compte des modifications apportées par le présent permis modificatif.

ARTICLE 4 : le présent permis de construire modificatif ne porte pas modification du délai de validité du permis de construire initial.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- le Maire de la Commune,
- le Directeur Départemental de l'Equipement,
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Copie de celui ci sera adressée pour notification :

- au pétitionnaire par lettre recommandée avec avis de réception postal,
- au Directeur Départemental des Territoires et de la Mer.
- au Maire de la Commune qui le publiera par voie d'affichage dans les huit jours de la notification et pendant une durée de deux mois.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Jean-Paul CELET

31 JAN. 2011

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

EG/AM

REÇU 11 FEV. 2011

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE

BORDEREAU D'ENVOI

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS
DES BOUCHES-DU-RHONE

à

Préfecture des Bouches-du-Rhône
DDTM des Bouches-du-Rhône
Service Urbanisme
Pôle ADS
16, rue Antoine Zattara

1, Avenue de Boisbaudran
Zone Industrielle de la Delorme
13326 Marseille Cédex 15

Tél. 04.91.28.47.47
Télécopie adm. : 04.91.28.47.94
Télécopie prév. : 04.91.63.70.47
Télécopie ops. : 04.91.28.47.06

Reçu le
31 DEC. 2010
SA/ADS

13332 MARSEILLE CEDEX 03

1011189

(à l'attention de Mr Nicolas MAUREL)

N° PVT 201001768 / D.D.S.I.S. 898 - 2010

Dossier suivi par : Commandant Ernest GARBIN
Service Prévention - bureau ICPE
04-86-13-81-64

DESIGNATION	NOMBRE DE PIECES	OBSERVATIONS
<p><u>FOS SUR MER</u></p> <p>Suite à votre demande de PC N° 013 03905G 0058-2 en date du 24/11/2010 -par EVERE .</p> <p>Rapport technique du DDSIS 13 en date du 22/12/2010.</p>	1	<p>Avis Favorable au projet.</p> <p>Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral de ce jour. Marseille le 31 JAN. 2011</p>

Marseille, le 27 DEC. 2010

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de
Secours des Bouches du Rhône

POLYCOL. GRAND

Colonel Luc JORDA

Copies :

- CC Fos sur Mer
- Groupement Ouest
- DREAL MARTIGUES - route de la vierge - 13500 - MARTIGUES

EG/MA

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE

Marseille le 22/12/2010

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS
DES BOUCHES-DU-RHONE**

1, Avenue de Boisbaudran
Zone Industrielle de la Delorme
13326 Marseille Cedex 15

**SERVICE PREVENTION
ETAT MAJOR**

Tél. 04.91.63.70.09 Télécopie 04.91.63.70.47

RAPPORT TECHNIQUE

DU

**DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES SERVICES
D'INCENDIE ET DE SECOURS**

Dossier N° PVT 201001768 / 898 - 2010
suivi par : **Commandant Ernest GARBIN**
Service Prévention - bureau ICPE
04-86-13-81-64

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour. *Marseille le*

31 JAN. 2011

O B J E T : Etude de PC modificatif.

R E F : Demande DDTM - Service urbanisme, Pôle ADS en date du 07/12/2010.

COMMUNE	RAISON SOCIALE	CLASSEMENT
FOS SUR MER	EVERE	ICPE à Autorisation
ADRESSE	NATURE DE LA DEMANDE	PETITIONNAIRE
ZI Fos Caban Sud Route du quai minéralier <u>13270 FOS-SUR-MER</u>	PC 013 039 05 G 0058-2 Du 24/11/2010	DDTM

31 JAN. 2011

PRESENTATION

Le PC modificatif porte sur la prise en compte des préconisations des services de la CRAM, des modifications liées aux études d'exécution, des lots bâtiment, équipement et de la mise à jour du tableau des surfaces :

SHOB initial : 70 906 m2

SHOB modificatif : 69 826 m2

Modifications :

1) Circulations : modification des circulations liées aux préconisations de la CRAM :

- Voiries en sens unique sur la partie « cour technologique »
- Circulations au niveau du poste de garde avec création d'un parking Poids Lourds, dépose minute, barrières levantes et réorientation du poste de garde
- Modification du parking personnel pour éviter le « tourner à gauche ». Le parking initial de 77 places passe à 70 places personnelles + 3 places service technique.

1) Equipements : Modifications liées aux études d'exécution des lots Equipement :

- Bio filtres, cuves et tours de lavage redimensionnés et déplacement du bâtiment LIXIVIATS (STEP)
- Implantation de la bâche souple (dallage extérieur sur lequel est posée la bâche)
- Implantation des massifs pour les équipements associés au poste source
- Implantation du décanteur à côté de la cuve fioul
- Mode constructif du lagunage et du grand bassin (installations de phyto dépuraton) réhaussé par rapport au niveau de nappe d'eau.
- La création de la zone protégée du Lys maritime a entraîné une modification dans la géométrie du canal de lagunage.
- Implantation des locaux pompes associés à la phyto dépuraton
- Implantation des convoyeurs extérieurs entre bâtiments
- Agrandissement du bâtiment Méthanisation
- Déplacement du bâtiment FFOM (RDE) et alignement du bâtiment Atelier
- Réduction de l'emprise en toiture du bâtiment Mâchefer et suppression de son talus
- Suppression de la halle couverte à côté du hall chaudières.

2) Bâtiment : Modifications liées aux études d'exécution des lots bâtiment :

- Suite à la découverte de Lys Maritime, une zone protégée a été aménagée pour préserver ce biotope. Cette démarche environnementale de réintroduction d'essences autochtones de prés salé a été poussée sur la totalité du site.
- Les charpentes métalliques ont été remplacées par de la charpente bois lorsque cela a été possible.
- Membrane PVC remplacée par étanchéité multicouche ou bac de toiture à 10 % de pente.

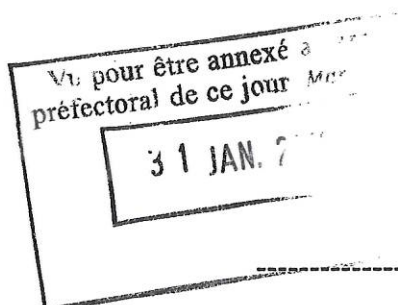
- Toiture végétalisée supprimée car les produits proposés ne sont pas garantis avec les conditions climatiques du site sans arrosage permanent ce qui est contraire à notre préoccupation de limiter les consommations d'eau.
- Panneaux à base de fibre de bois remplacés par cassettes métalliques ou bardage pour le manque de garantie du matériau aux conditions climatiques du site (vent et imperméabilité).
- Suppression des claustras bois sur les bâtiments Administration et Atelier pour des raisons de tenu au séisme.

AVIS ET PRESCRIPTIONS DU RAPPORTEUR

Transmis avec **avis favorable** sous réserve du respect de la réglementation en vigueur et de la prise en compte des prescriptions suivantes :

1/ L'implantation des moyens de défense contre l'incendie devra tenir compte des modifications apportées dans le PC modificatif.

2/ Les prescriptions émises lors de l'étude du PC initial sont maintenues.



-----Commandant Ernest GARBIN-----

PREFET DES BOUCHES DU RHONE

REÇU 11 FEV. 2011

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Martigues, le 21 décembre 2010

Unité Territoriale de Martigues
Route de la Vierge
CS1
13696 MARTIGUES CEDEX

Téléphone : 04.42.13.01.10
Télécopie : 04.42.13.01.29

MB / CN D/MART11/201004342

L'Inspecteur des Installations Classées

à

Monsieur le Directeur
DDTM des Bouches du Rhône
Service Urbanisme – Pôle ADS
16, Rue Antoine Zattara

13332 - MARSEILLE Cedex 03 -

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour. *Marseille*

31 JAN. 2011

Objet : Demande d'avis sur une demande :

- ☐ de déclaration préalable
☒ de permis de construire
☐ de certificat d'urbanisme

Demandeur : **EVERE**

Dossier : n° **PC 013 039 05 G0058-2**

Construction sise : **Z.I de Fos sur mer – Lieu-dit Route du Quai Minéralier – Caban Sud à Fos sur Mer.**

Réf. : Votre transmission du 07 décembre 2010, reçue le 10 décembre 2010

P. J. : Un dossier en retour.

Monsieur le Président,

Par transmission en référence, vous sollicitez mon avis sur la demande :

- ☐ de déclaration préalable
☒ de permis de construire
☐ de certificat d'urbanisme

visée en objet.

Après examen :

- ☒ ce dossier n'appelle pas d'observation de ma part..
- ☐ Sous réserve qu'un dossier complet soit déposé, si nécessaire, en Préfecture dans le cadre de la législation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, cette demande n'appelle pas d'observation particulière de ma part.

☐ il convient de vérifier si ce projet ne se situe pas sur la zone d'une ancienne carrière. Cette information est accessible sur le site Internet : www.paca.drire.gouv.fr – rubrique « sous-sol, mines, carrières/SIG/travaux souterrains ». La réalisation de sondages préalables est à prévoir pour prévenir tout risque d'affaissement.

☐ je vous informe que le projet est situé en limite ou dans la zone de travaux de la concession

Toutes précautions doivent être prises pour s'assurer de l'état du sous-sol. En effet, à défaut d'une étude géotechnique spécifique, l'interdiction de construire est à imposer sur toute emprise d'anciens travaux souterrains.

Je vous rappelle que les informations concernant les vides souterrains (mines et carrières) sont consultables sur le site internet : <http://carol.brgm.fr>.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Directeur, par délégation
l'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie
et des Mines


Patrice HANNOTTE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

REÇU 11 FEV. 2011

Direction générale de l'Aviation civile

Aix-en-Provence, le 06 JAN. 2011

Direction de la sécurité de l'Aviation civile

Direction de la sécurité de l'Aviation civile Sud-Est

Département surveillance et régulation

Division régulation et développement durable

Subdivision régulation navigation aérienne

DDTM des Bouches du Rhône
Service Urbanisme
Emile Perrier
16 Rue Antoine Zattara
13332 Marseille Cedex 03

Nos réf. : DSAC - SE / DSR / RDD-11-20
Vos réf. : PC 013 039 05 G0058-2
Affaire suivie par : Michel Bordes
michel.bordes@aviation-civile.gouv.fr
Tél. : +33 4 42 33 76 18 - Fax : +33 4 42 33 76 58

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour. Marseille le

31 JAN. 2011

Objet : Avis sur permis de construire concernant un correctif au regard de la surface hors oeuvre nette - ZI de Fos sur Mer Lieu dit Route Quai Minéralier Caban Sud - Commune de Fos sur Mer - Bouches du Rhône -

J'accuse réception du courrier référencé ci-dessus concernant un dossier de permis de construire déposé auprès de vos services par EVERE pour un correctif lié à la modification de bâtiments à l'adresse citée en objet.

Je vous informe que ce projet reçoit un avis favorable de la part de l'aviation civile.

Je demeure à votre disposition pour toute information complémentaire que vous jugeriez utile.

Michel BORDES
Chargé de Projet
Subdivision Régulation
Navigation Aérienne

PJ : 1 Dossier en retour
Copie à :

Présent
pour
l'avenir

1, rue Vincent Auriol
13617 Aix-en-Provence cedex 1
Tél : +33 (0)4 42 33 75 01